



LÉGATION DE SUISSE  
EN ARGENTINE

BUENOS AIRES, le 16 janvier 1952.  
Calle Uruguay 740  
T.E. 440074/77

RÉFÉRENCE: NOTRE A.64.2.- F/w.  
VOTRE  
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N° 1.  
Situation générale

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Au seuil de la nouvelle année, je crois qu'il est indiqué que je vous expose aussi brièvement que possible mes impressions sur la situation générale en Argentine.

Situation politique intérieure. Les passions qu'avaient éveillé le soulèvement du 28 septembre et les élections présidentielles du 11 novembre, se sont apparemment apaisées et le Général Peron a ressaisi avec fermeté les rênes du pouvoir. Estimant vraisemblablement - et probablement avec raison - que le véritable danger pour lui se trouve du côté de l'armée et pas chez l'opposition politique, somme toute faible et à peu près impuissante sans l'aide militaire, il a écarté un nombre considérable de généraux et d'officiers supérieurs en les remplaçant par des officiers qui lui paraissent loyaux; il a fait voter par le Congrès une loi lui permettant de faire avancer les jeunes officiers et les sous-officiers qui auraient des raisons précises d'être reconnaissants au régime qui a substantiellement relevé leurs conditions matérielles et il a établi une surveillance très sévère à l'égard des généraux et des colonels. Au point de vue purement politique, le régime garde en prison, par mesure de prudence, un grand nombre, dit-on, de personnes des milieux de

Monsieur Max Petitpierre,  
Conseiller Fédéral,  
Chef du Département Politique Fédéral,  
B e r n e .-

droite et de gauche, (avant-hier encore, on a annoncé la dé-  
tention de soixante et un communistes ou communisants) suspec-  
tes d'avoir favorisé le soulèvement du 28 septembre et de pou-  
voir en souhaiter la répétition et se préoccupe bien peu de ce  
qu'en pense l'opinion publique. Celle-ci ne disposend'ailleurs  
plus pour s'exprimer que d'un seul journal ayant gardé une cer-  
taine indépendance: "La Nacion", qui observe dans ses écrits  
une prudence telle qu'on peut à peine parler de journal d'op-  
position. Elle se borne du reste à commenter avec des réserves  
voilées, certains côtés de la situation économique et à ren-  
dre compte, sans commentaires, de l'activité des partis radical  
et socialiste. Le Général Peron a, en outre, eu l'extrême ha-  
bileté d'utiliser, pour mobiliser l'opinion publique, non pas  
le parti politique qu'il préside, selon l'ancienne pratique  
italienne, allemande et espagnole, mais l'ensemble des travail-  
leurs de toute la République, qui marchent comme un seul homme  
à la baquette de la C. G. T. et qui donnent ainsi à chaque  
manifestation de solidarité avec le gouvernement, un caractè-  
re plébiscitaire. Le parti peroniste comme tel n'agit en  
somme activement, au'au parlement, où il a une majorité  
écrasante et où l'opposition a tout juste la possibilité  
de manifester platoniquement son désaccord, lorsque cela ne  
dérange pas trop les péronistes, car bien souvent les députés  
et les sénateurs peronistes empêchent même les radicaux de  
prendre la parole. Au parlement, M. Peron a fait entrer un  
grand nombre de primaires et de gens très simples pour les-  
quels la parole et les désirs de M. et Mme Peron constituent  
des dogmes qui n'admettent aucun examen. On m'assure qu'une  
des quelques femmes élues au Sénat a été une prostituée no-  
toire et que ses camarades du sexe valent à peine mieux.  
L'obéissance du parlement est donc complète. Lorsque M. Peron  
désire prendre une décision qui ne rentre pas clairement dans  
le cadre de la législation, il fait réunir le Congrès; sur-le-  
champ, la loi est faite et le dictateur peut affirmer qu'il  
reste dans la légalité. Car la suprême coquetterie du prési-  
dent consiste à dire qu'aucun de ses actes de gouvernement,

aucune des mesures qu'il prend, ne sort du cadre de la législation votée par les représentants du peuple. Je me suis déjà étendu dans un précédent rapport sur les caractéristiques de la dictature légale qui est la pire de toutes et je n'y reviens pas ici. Si je ne m'abuse, la dictature argentine est la seule de cette espèce qui existe actuellement dans le monde. Je crois, en effet, qu'elle est la seule qui a été votée par le peuple, dans des élections que l'on peut appeler libres et qui est appuyée encore (peut-être plus pour longtemps) par la majorité des électeurs.

Le moyen suivi par le Général Peron pour s'attacher l'armée (les grades inférieurs), le parti et la masse des travailleurs, est connu: il leur a assuré une situation matérielle qu'ils n'avaient jamais atteinte sous aucun autre gouvernement précédent, en leur donnant, en outre, la conviction qu'ils constituent le seul élément sain et honnête du pays et les uniques citoyens qui méritent et qui ont le droit qu'on s'occupe d'eux. Il a attribué à ce procédé simple et démagogique, une étiquette philosophique, il l'appelle le justicialisme, c'est à dire la doctrine qui veut qu'on fasse justice à la moitié de la population contre l'autre. En politique extérieure, cette doctrine s'appelle, la "troisième position," c'est à dire la doctrine qui exige que l'Argentine reste neutre entre l'Orient et l'Occident pour profiter de l'un et de l'autre suivant les cas et pour ennuyer les Etats-Unis qui voient de très mauvais oeil un pays dont le prestige est considérable aux yeux d'un grand nombre d'Etats latino-américains, s'opposer systématiquement à leur politique sur le continent américain. Peron pense très probablement que les Etats-Unis paieront cher plus tard une collaboration qu'il leur fait attendre pour en hausser le prix. Tout mouvement de générosité est écarté d'emblée de la politique peroniste, intérieure et extérieure; seul l'intérêt ou l'orgueil du chef sont tour à tour les impératifs qui décident.

Or, s'il est certain qu'une politique sociale moins mesquine que celle qu'avaient pratiquée les gouvernements ra-

dical et conservateur, s'imposait en Argentine, il n'en est pas moins vrai que les méthodes appliquées par le péronisme pour élever le niveau de vie du travailleur argentin à mené le pays à une situation économique des plus graves. Le péronisme, d'entente avec la C.G.T. a accordé aux travailleurs des salaires extrêmement élevés, des avantages très substantiels pour l'instruction, l'hygiène, les vacances, les divertissements (on est allé jusqu'à organiser des maisons de jeu, avec roulette et baccara pour ouvriers et domestiques!), l'habitation, etc. Cela serait compréhensible et même bien en général, si l'économie du pays pouvait payer ce luxe et ce train de vie et si le Gouvernement n'avait pas été ainsi entraîné dans une inflation dont il semble qu'il n'arrive plus à arrêter la course. La fameuse spirale des prix et des salaires prend chaque jour un aspect plus dangereux.

Mais à part ces avantages dont on ne peut discuter la base en grande partie justifiée et dont seule l'étendue peut être critiquée, le régime a donné aux travailleurs l'impression que seule leur opinion et seul leur intérêt comptaient dans le pays et que l'Etat et les chefs d'entreprise n'étaient là que pour les servir. Il en résulte que les travailleurs ont grandement réduit le rendement et la qualité de leur travail. Ils se conduisent correctement pendant le premier mois d'engagement pour s'assurer les droits que la loi leur accorde s'ils sont congédiés après un mois d'activité et ensuite ils se permettent toutes les fantaisies. Ils sont néanmoins toujours protégés par le syndicat et les patrons (constamment traités de traîtres à la patrie, d'exploiteurs, etc., dans les discours de M. et Mme. Peron) ont toujours tort. Il y aurait énormément à dire sur ce chapitre important pour l'avenir de l'économie du pays, mais je me borne à mentionner le problème.

Une autre conséquence grave de ces privilèges accordés aux ouvriers, se trouve dans le fait que les paysans ont déserté en masse la campagne pour aller travailler dans les villes en contribuant ainsi énormément à la grande crise

de production qui est à la base de la crise économique générale très aigue à laquelle se heurte actuellement le Gouvernement.

De même, le Général s'est attaché le parti et les militaires par les avantages matériels, les prébendes et le consentement à la corruption. Dans l'administration, par exemple, la corruption est devenue un fleuve qui l'emporterait tout entière dans n'importe quel pays où l'opinion pourrait s'exprimer librement. Par souci de brièveté, je renonce à illustrer par des exemples cette affirmation.

Or, une telle politique de prodigalités ruineuses constitue un gouffre qui avale le plus clair des revenus de l'Etat, vu que la fiscalité et les machines à imprimer les billets de banque se doivent de ne pas dépasser certaines limites. Il fut un moment, avant les élections, où tout politicien important obtenait des permis d'importation en masse, soi-disant sans attribution de devises, pour importer des automobiles, des frigidaires, des appareils de télévision, etc. Les heureux possesseurs de ces permis, achetaient les dollars à 27 pesos chaque dollar sur le marché noir, payaient la marchandise aux Etats-Unis, puis ils la revendaient à Buenos Aires avec des bénéfices monstrueux. Ainsi le parti officiel récompensait ses grégaires importants. Mais ces affaires scandaleuses (des dizaines de milliers de voitures du dernier modèle entrèrent ainsi en Argentine, où l'importation des voitures est défendue...) prirent une telle proportion, que le peso recommença à dégringoler sur un rythme tellement accéléré que Peron prit peur et modéra la fringale de ses acolytes. Cependant le mal était fait et le peso ne reprit qu'une toute petite marge de sa valeur. Ainsi et par d'autres agissements, la monnaie argentine a été menée au bord du précipice, où elle se trouve.

En attendant, le pays n'importait pas les articles indispensables pour l'industrie, pour l'agriculture, pour le fonctionnement normal des chemins de fer et des lignes aériennes et aujourd'hui l'industrie et les transports sont dans un état dangereusement précaire.

Voilà comment le général Peron s'est assuré le résultat des élections et la stabilité politique dont il bénéficie encore aujourd'hui. Reste à savoir s'il pourra doubler le cap de la crise économique violente dont les nuages s'assemblent sur le ciel argentin.

La situation économique.- Dans plusieurs de mes rapports de l'année passée, je vous ai exposé que l'année 1952 coïnciderait en Argentine avec une grande crise économique dont le zénith serait atteint en août et septembre. Lorsque j'écrivais cela, M. Peron répétait chaque jour dans ses discours que tout allait merveilleusement bien dans le pays, qu'aucun problème ne restait à résoudre et que le peuple était heureux. Dans combien de réunions d'hommes d'affaires et de diplomates on se demandait alors si le général croyait réellement à ce qu'il disait et s'il était véritablement aveugle au point de se laisser tromper par son entourage, lui-même vouant toute son attention aux seules questions relatives à la politique intérieure, aux rapports avec l'Uruguay, le Chili, le Brésil et les Etats-Unis et à la santé de sa femme mortellement atteinte. Quoi qu'il en soit, il semble bien que ces derniers temps, il a ouvert les yeux.

C'est que non seulement le président a fait, ainsi que je l'ai rappelé ci-dessus, une politique de folles dépenses et a compromis la stabilité de la monnaie du pays, mais qu'en plus de cela, le temps (on dit ici que Dieu est argentin. Peut-être, mais il n'est alors pas péroniste) s'est mis de la partie et a ruiné les récoltes. Il en résulte que l'Argentine, pays du blé par excellence, n'a pas de blé à exporter et devra même en importer pour l'ensemencement. Evidemment, même en temps normal, la production aurait été au dessous de la récolte habituelle, à cause de l'abandon des terres par les paysans et de la politique du Gouvernement en ce qui concerne les prix auxquels il force le cultivateur à lui céder les céréales, mais la sécheresse persistante a fini par compléter l'œuvre stupide des dirigeants. On parle même de ra-

tionner le pain, ce qui, dans ce pays, constituerait un véritable scandale. Toute la récolte des céréales est ainsi plus ou moins compromise ou même perdue, sauf celle du maïs qui laisse encore quelque espoir. Quant à la viande dont l'Argentine était un grand exportateur, les prévisions sont très pessimistes. Les éleveurs ont été beaucoup frappés par le régime et la sécheresse a décimé le cheptel. En outre, la consommation interne a beaucoup augmenté. Dans ce domaine aussi, les exportations seront minimales et en tout cas infiniment au dessous des exportations traditionnelles. Les conséquences économiques immédiates d'une telle situation sont très graves, mais les suites lointaines pour la politique économique argentine sont aussi préoccupantes car les clients traditionnels de l'Argentine (le Brésil surtout pour le blé et l'Angleterre pour la viande) cherchent d'autres fournisseurs et ce sera peut-être difficile de les ramener plus tard au marché argentin.

L'Argentine aura donc bien peu à exporter: les laines, les cuirs, quelques matières grasses (huile de tournesol spécialement), des fourrages. La contrevaletur de ces exportations réduites ne suffira aucunement pour payer le grand nombre d'articles essentiels que l'Argentine doit absolument importer pour son industrie, pour l'agriculture, pour les transports, etc. Il faudrait qu'elle trouve des crédits à l'étranger. Elle en demande à tous les pays avec lesquels elle négocie des accords commerciaux. Elle en obtiendra en Allemagne (qui veut reconquérir ce marché à tout prix), en Italie (à cause de la nécessité absolue pour elle de trouver ici un débouché pour son émigration) et dans quelque autre pays, mais il semble que seul un important crédit nordaméricain pourrait résoudre le problème argentin jusqu'à la prochaine récolte, en décembre 1952, en admettant qu'elle soit alors bonne. Or, on a dit que les Etats-Unis ne consentiront aucun crédit important à l'Argentine jusqu'après les élections du mois de novembre de cette année. C'est possible,

d'autant plus que la presse peroniste ne ménage nullement les Etats-Unis et vu aussi l'attitude de Peron à la récente Conférence panaméricaine où on traita la question vitale relative à la défense du Continent (voir mon rapport du 11 avril 1951). Je pense toutefois, que si Peron se résignait à prendre le chemin de Canossa, Washington lui ferait, si non des ponts d'or, du moins une passerelle<sup>d</sup>e sauvetage. Les hommes d'affaires et les banquiers ne croient pas cela, parce qu'ils constatent que le prestige de l'Argentine est complètement ruiné au dehors et cela est vrai, mais les Etats-Unis ont démontré qu'ils savent aussi prêter à fond perdu lorsque l'intérêt le leur conseille. Nous verrons.

La pénurie de toute marchandise importée et même des articles nationaux de première nécessité, s'accroissant de jour en jour, les prix montent sans cesse. Le beurre manque, pour le vin on fait la queue, un citron coûte un peso vingt (trente centimes suisses) si on le trouve, la viande on l'achète souvent sur le marché noir et ainsi de suite. A partir du premier janvier, le Gouvernement a dû commencer par rationner l'essence. Les ouvriers et les employés réclament sans cesse de nouvelles augmentations de salaires, puisque les prix, eux, personne ne peut les arrêter. C'est la spirale classique - comme déjà dit ci-dessus - qui vient tout à coup de marquer une présence presque dramatique. Ces jours-ci le Gouvernement entreprend de gros efforts pour essayer de trouver le moyen d'en couper l'ascension. Il est douteux qu'il y arrive car on dit que M. Peron n'aura pas le courage d'ouvrir les yeux à une masse qui pourrait se lever contre lui, s'il cessait de lui maintenir la dose d'opium à laquelle il l'a habituée. Il a créé une "Commission gouvernementale des prix et salaires" qui siège chaque jour du matin au soir, en publiant des communiqués presque alarmants qui commencent à préoccuper le public. L'essence a été rationnée, la Commission précitée vient de proposer que l'on introduise le système d'un jour sans viande par semaine, pour le pétrissage

du pain, on a introduit l'obligation d'utiliser une farine mélangée et on s'attend à d'autres mesures draconiennes susceptibles d'amener peu à peu la population à se rendre compte que bien des articles font défaut, que d'autres, essentiels, ne peuvent être importés qu'au compte-gouttes et que la situation n'est pas celle que M. Peron décrivait il y a seulement peu de semaines, en proclamant que "l'Argentine n'a pas de problèmes".

Pour mille raisons, il y a tout lieu de croire que la crise empirera à partir de maintenant, pendant les prochains mois. Un gros crédit nordaméricain reste l'unique "deus ex maquina" qui pourrait ramener le sourire sur les lèvres des acteurs et du public argentins. Reste à savoir si M. Peron, qui sait faire du charme s'il le veut, réussira à attendrir l'"uncle Sam". J'ai déjà dit que les industriels et les financiers n'y croient pas. Alors la situation pourrait devenir grave. Ainsi il y en a qui disent que la crise économique qui cravachera ces prochains mois l'Argentine, sonnera le glas du péronisme. D'autres prétendent que le général se rendant compte que le bateau coule, fera marche-arrière dans le domaine des dépenses, fermera le robinet des subventions, des augmentations des salaires, etc. et obligera la masse à "marcher" en souvenir des cadeaux reçus, ou des coups à recevoir. D'autres encore prophétisent que dès que Mme Peron mourra (on dit qu'elle est perdue, mais on ne sait pas au juste pour quand...) le général se déchirera dans la douleur les enseignes du pouvoir et quittera la présidence et surtout le pays, pour aller se consoler ailleurs, avec l'immense fortune dont il dispose.

Ces opinions aboutissent toutes, comme vous le voyez, au même résultat, à savoir que le peronisme, encore très stable au pouvoir, à l'heure actuelle, ne résistera pas aux conséquences de la situation économique désastreuse dont il est en grande partie la cause, puisque les militaires et l'opposition politique sauront profiter du mécontentement qui fatalement va gagner la masse, pour chasser l'idole de son pié-

destal.

Je suis heureux que l'Administration ne me demande pas d'être prophète. Je pense, pour des motifs qu'il serait difficile d'exposer sans de longs commentaires, que Peron ne s'en ira pas et qu'il arrivera à doubler le cap de la crise jusqu'à la prochaine récolte, en décembre de cette année. Certes, si celle-ci s'annonçait encore une fois catastrophique, les choses pourraient alors changer. Lors d'une conversation en tête à tête dans mon bureau, au cours de laquelle nous avons prétendu examiner tous les dangers que le général Peron est en train de courir à cause de la crise économique et de l'opposition politique, l'Ambassadeur du Chili qui est un homme expérimenté et intelligent, qui n'a aucune raison d'aimer le général Peron (qui soigne à Buenos Aires l'opposition au Gouvernement chilien actuel) me tenait en guise de conclusion les propos suivants: "ne croyez-vous pas que si nous poursuivions notre examen jusqu'à la fin de l'année, nous nous apercevriions tout-à-coup, en décembre prochain, que les mois ont passé avec une vitesse vertigineuse, que les Argentins se sont un peu serré la ceinture mais sans en mourir, que le travailleur argentin est un peu moins content et un peu moins enthousiaste de Peron, que le pays s'est un peu appauvri, mais que somme toute les espoirs sont toujours permis dans un pays qui dispose de tant de ressources et que Peron a malgré tout tenu le coup? Voilà comment à mon avis les choses se passeront cette année". Je partage les prévisions de mon collègue chilien et je ne crois pas que la crise économique sans doute grave, détruira la stabilité gouvernementale actuelle. Je suppose cela; je ne l'affirme pas.

Les intérêts suisses en Argentine.- Je m'en voudrais de mettre un point à cette lettre, sans dire deux mots de l'état de nos relations avec l'Argentine, afin de compléter les informations générales que je viens de résumer.

Que deviennent, dans le tourbillon des vents de

crise dont je viens d'essayer de déceler la direction, nos intérêts en Argentine?. Du point de vue financier, nos placements de capitaux courent sans doute de nouveaux dangers. L'affaiblissement de la monnaie en réduira encore les revenus déjà maigres. Du point de vue de nos colonies il faut s'attendre à une ultérieure réduction de leur puissance économique; à l'augmentation du nombre de gens à assister; à une nouvelle diminution de notre immigration déjà réduite et, partant, au vieillissement de nos collectivités. Pour ce qui concerne nos échanges commerciaux, leur volume devra forcément subir une réduction très substantielle, sauf si la Suisse était disposée à vendre à crédit, ce qui me paraît à exclure. En effet, les exportations argentines étant très limitées pour les raisons exposées ci-dessus, l'Argentine ne pourra pas créer, en Suisse, les moyens nécessaires pour acheter chez nous tous les articles essentiels qu'elle voudrait bien que nous lui vendions. Faute de moyens d'achat de sa part, à elle, nous serons forcés de réduire nos ventes en conséquence. C'est ce qui semble inévitable. Nos accords commerciaux avec l'Argentine, sont venus à échéance le 31 décembre dernier et aucune stipulation précise et réciproque ne régit donc, en ce moment, nos relations commerciales avec ce pays. Ce n'est pas notre faute: nous avons sollicité des négociations déjà au mois de septembre dernier. Nous attendons maintenant que les Autorités argentines nous disent si elles sont d'accord d'aller négocier à Berne. Si elles acceptent, les négociations seront difficiles: les Argentins ont très peu à nous vendre; ils ne désirent acheter - vu leur situation économique et leur manque de devises - que des articles essentiels, ce qui rend très difficile la position de nos négociateurs; ils nous demanderont des crédits, parce qu'ils en ont urgemment besoin et parce qu'ils nous ont déjà répété à plusieurs reprises que l'Argentine ne peut désormais négocier avec des pays étrangers que sur la base de crédits réciproques (l'adjectif n'a pour nous que trop de signification). Il est difficile de prévoir si les négociations auront lieu et sur-

tout si elles aboutiront, vu les circonstances dans lesquelles elles se dérouleront. En l'absence d'un accord (et il vaudrait peut-être mieux le négocier le plus tard possible pour voir ce que promet la récolte de fin d'année) nos échanges commerciaux seront précaires, mais probablement pas nuls et les transferts financiers subsisteront si la législation générale argentine en la matière (transfert général du 5%) n'est pas modifiée. En revanche si des négociations avaient lieu et si au cours de leur déroulement nous étions obligés d'opposer aux Argentins des nombreux refus cuisants pour eux, sans aboutir à une entente, il n'est pas exclu que leur éventuelle mauvaise humeur se répercute sur nos relations réciproques. Voilà pourquoi les pourparlers s'annoncent délicats, ce qui n'a certes pas échappé à nos négociateurs.

Je crois vous avoir ainsi donné, aussi brièvement que possible, mes impressions sur la situation générale en Argentine et sur l'avenir immédiat de nos relations commerciales avec ce pays.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Gunnar Sol', is written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive.